

DECLARATION EN FAVEUR D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE POUR REFORMER ET RENFORCER L'AGRICULTURE FAMILIALE PAYSANNE EN HAÏTI

Introduction

A l'occasion de ces trois dates importantes du mois d'octobre, à savoir : le 15, journée des femmes paysannes, le 16, journée mondiale de l'alimentation et le 17, journée mondiale du Refus de la misère, cette dernière qui nous rappelle aussi l'assassinat de Jean Jacques Dessalines, fondateur de la nation haïtienne ;

Nous, organisations travaillant dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, soit en tant que groupes de paysans, soit comme institutions d'encadrement des agriculteurs et éleveurs du pays, ou comme organisations de promotion du droit à l'alimentation, prenons la parole pour défendre l'agriculture paysanne familiale qui est la base du système agricole en Haïti. Nous prenons la parole pour critiquer l'action du gouvernement Moïse/Lafontant qui dit vouloir relancer l'agriculture du pays avec une stratégie qui s'appelle « caravane du changement », qui consomme beaucoup d'argent, sans que personne ne comprenne comment cette initiative puisse avoir des impacts positifs sur l'agriculture haïtienne qui se pratique tant dans les mornes que dans les plaines.

Nous ne souhaitons pas que le peu de ressources dont dispose le pays continue à être gaspillées dans n'importe quelle aventure. C'est pourquoi, nous profitons de ces dates importantes, pour prendre la parole afin de présenter aux autorités haïtiennes et à l'opinion publique une série d'idées, qui selon nous, devraient être prises en considération s'il y a vraiment volonté de réformer et renforcer le système agricole national haïtien. Nos propositions sont le fruit de réflexions menées depuis le mois de mai 2017 par plusieurs organisations, institutions et citoyens/citoyennes actives dans le domaine de l'agriculture paysanne.

C'est quoi l'agriculture familiale paysanne? Comment évolue-t-elle aujourd'hui ?

L'agriculture familiale paysanne est le système agricole que plus d'un million de familles du milieu rural haïtien pratiquent dans les mornes, dans les plateaux et dans quelques plaines, pour produire de la nourriture pour leur propre consommation et pour alimenter les marchés locaux et régionaux du pays. Parfois, quelques produits sont aussi exportés vers l'étranger tels la mangue, le café, le cacao. C'est une agriculture très diversifiée, car les paysans haïtiens cultivent différents types de produits. Elle est principalement organique, car la majorité des cultivateurs n'utilisent jamais de produits chimiques. C'est aussi une agriculture qui se fait sur de petites parcelles, parfois sans encadrement technique. Cette agriculture a joué et joue encore un rôle fondamental dans l'histoire d'Haïti, dans son économie, dans le régime nutritionnel des familles et dans le système de santé en général.

Haïti n'est pas le seul endroit où l'on pratique une telle agriculture. Actuellement, dans plusieurs pays du monde, en Amérique Latine comme en Europe, l'on revient petit à petit vers ce système d'agriculture, parce qu'on a constaté qu'elle constitue une garantie pour la sécurité alimentaire des populations, la protection de la santé et de l'environnement. Dans ces pays-là, l'Etat adopte des mesures pour appuyer l'agriculture paysanne en réalisant des recherches pour trouver de nouvelles technologies plus adaptées, en subventionnant les paysans et en leur fournissant l'accompagnement technique nécessaire.

Mais en Haïti ce n'est malheureusement pas le cas. Au contraire, la tendance est de vouloir rejeter l'agriculture familiale paysanne en même temps que ceux et celles qui y travaillent. Aujourd'hui l'agriculture familiale paysanne est en difficulté en Haïti son niveau de rendement a beaucoup diminué. Cette décadence est le résultat d'un manque d'investissements dans le secteur et surtout les conséquences de l'application de politiques anti-paysannes menées par les dirigeants haïtiens. En effet, l'Etat haïtien a choisi délibérément d'encourager l'entrée libre sur le marché national de produits étrangers subventionnés, facilitant ainsi une concurrence déloyale avec les produits cultivés par les paysans haïtiens qui eux, ne bénéficient d'aucun support. A tout cela, il faut ajouter les catastrophes

naturelles, les changements climatiques qui influent sur les saisons et l'augmentation de la population qui fait pression sur les ressources naturelles. Ce sont autant d'éléments qui ont influencé négativement la production agricole en Haïti.

Pour sortir de cette impasse, le pays devrait adopter et appliquer une politique agricole claire en faveur de l'agriculture familiale paysanne. Actuellement, nous avons noté, au niveau de l'Etat, une tendance à vouloir appuyer surtout l'agro-industrie en accordant de l'argent et des terres pour une production d'exportation, comme c'est le cas dans le Nord-Est, alors que l'agriculture familiale paysanne sur laquelle repose l'alimentation du pays ne reçoit rien. Et pourtant, même si les paysans et paysannes haïtiens travaillent dans des conditions très difficiles, ils arrivent encore à produire presque la moitié de la quantité d'aliments nécessaires pour nourrir le pays et leur travail représente un quart (25%) du Produit Intérieur Brut (PIB).¹

Nous, paysans et paysannes, organisations, institutions, citoyens, citoyennes qui travaillons dans l'agriculture ou qui font la promotion du droit à l'alimentation, nous exigeons que le peu de ressource dont dispose Haïti serve d'abord à relever l'agriculture familiale paysanne.

Dans ce sens, nous voulons remettre au gouvernement et à tous les acteurs et décideurs, les propositions suivantes en vue de l'adoption d'une politique agricole qui soit adaptée aux besoins du pays. Une telle politique agricole devrait viser les objectifs suivants :

- Renforcer la souveraineté alimentaire du pays
- Transformer les jardins traditionnels en un système agro-écologique plus durable et plus rentable pour les paysans.
- Sécuriser les terres des paysans, mettre à leur disposition plus de terre pour travailler, un bon encadrement technique et d'autres ressources nécessaires telles de bonnes semences, des outils adaptés, de l'eau pour l'irrigation, de bonnes races d'animaux, du crédit, etc.
- Protéger l'environnement et réaménager les zones dégradées,
- Valoriser l'agriculture et adopter des stratégies pour encourager les jeunes à travailler la terre et à ne plus fuir le milieu rural.

Quels devraient être les piliers d'une politique publique agricole en Haïti ?

1. Des mesures économiques favorables aux paysans et à leur production. Cela signifie :

- **Investir dans l'agriculture familiale paysanne et stopper les importations libres.** Afin de faire augmenter la production alimentaire dans le pays, l'Etat doit investir dans l'agriculture paysanne. Cependant, même si ce premier effort est fourni, sans des mesures pour limiter les importations libres, il n'y aura pas de résultats. L'état doit faire cesser la concurrence déloyale que des produits importés subventionnés livrent quotidiennement aux produits nationaux, qui eux, sont cultivés par les paysans dans des conditions extrêmement difficiles et sans aucun support. L'état doit prendre des mesures pour que les produits des paysans puissent circuler dans tout le pays et encourager la population à les consommer. De pareilles mesures encourageront l'agriculture familiale paysanne et feront diminuer les sommes considérables en devises que le pays doit dépenser constamment pour importer des produits alimentaires.

- **Fournir aux paysans et paysannes l'accompagnement technique adéquat.** Pour pouvoir moderniser l'agriculture paysanne haïtienne, il faut des appuis aux agriculteurs tels que : de l'eau pour une irrigation contrôlée dans les plaines et dans les mornes, l'accès à du crédit agricole, une forme d'assurance en cas d'intempéries, de pertes dues à des maladies et/ou d'attaques d'insectes nuisibles ; des outils adaptés

¹Cf, Ralph L. Beauvoir, *La relance du secteur agricole : entre défis et opportunités*, Publié le 2015-07-28 : <http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/147898/La-relance-du-secteur-agricole-entre-defis-et-opportunités#sthash.0MmimqPJ.dpuf>

au travail de la terre dans les mornes comme dans les plaines. Ce n'est pas seulement des tracteurs dont les paysans ont besoin.

- **Donner aux agriculteurs beaucoup plus de terres pour cultiver.** Dans plusieurs endroits du pays, il y a encore des terres agricoles disponibles qui pourraient être exploitées, mais qui ne le sont pas tandis que de nombreux paysans qui ont besoin de terres pour travailler, n'y ont pas accès. L'état devrait prendre des dispositions pour mettre en valeur toutes les terres agricoles, aussi bien dans les mornes que dans les plaines. Il devrait décider de la surface minimale d'une exploitation agricole et freiner ce processus d'émiettements à l'infini des propriétés.

- **Fournir aux agriculteurs des moyens pour mieux conserver, transformer et commercialiser les produits agricoles.** Le Ministère de l'agriculture, à travers ses bureaux dans toutes les communes, devrait aider les paysans à pouvoir conserver, transformer et vendre la production agricole dans de meilleures conditions et éviter le gaspillage. Le ministère des Travaux Publics devrait améliorer les conditions de transports en aménageant les routes agricoles ; il devrait tracer dans les mornes des chemins sur courbes de niveau, de façon à faciliter le transport des produits des champs dans conditions plus optimales. Les mairies devraient construire des marchés et abattoirs mieux adaptés pour que les marchandes puissent écouler les produits dans des conditions plus dignes, plus salubres et plus sécurées.

- **Adopter de nouvelles législations plus conformes à la réalité du milieu rural.** L'Exécutif et le Parlement devraient, en toute urgence, prendre des mesures pour faire voter une série de lois sur le foncier, particulièrement une loi sur le partage des terres, afin d'éviter l'émiettement à l'infini des propriétés par les familles au moment des partages de successions. Le Parlement devrait voter aussi des lois plus adaptées aux conditions actuelles de vie dans le milieu rural.

2. Combiner le travail agricole avec la protection de l'environnement

- **Adopter l'agro-écologique, encore appelé agroforesterie, comme modèle d'exploitation agricole.** Haïti est un pays où la plupart des terres sont en pente (le pays compte 70% de zones montagneuses et 30% de plaine). La plupart des terres connaissent un niveau de dégradation très avancé. Construire des barrages et des canaux, les curer, ne serviront à rien, si aucun effort ne se fait pour protéger les mornes. Une véritable politique agricole en Haïti aujourd'hui doit donc combiner la protection de l'environnement et l'agriculture qui se pratique tant dans les mornes que dans les plaines. Voilà pourquoi, nous proposons que l'Etat adopte l'agro-écologique encore appelé agroforesterie, comme modèle à suivre par tous ceux et celles qui cultivent la terre. L'Agro-écologie ou l'agroforesterie est un modèle qui utilise des techniques permettant au paysan de travailler la terre de manière à produire des aliments, à faire de l'élevage tout en protégeant l'environnement. Ce modèle ressemble davantage au système traditionnel actuel ; de nombreux paysans haïtiens ont déjà commencé à en faire l'expérience et ont eu de bons résultats.

Parmi les fonds disponibles pour créer plusieurs écoles professionnelles dans divers départements du pays, nous demandons au Ministère de l'Agriculture de concert avec le Ministère de l'Environnement et l'INFP² de former des jeunes filles et garçons dans le domaine de l'agro-écologique et les mettre en toute urgence au service de la paysannerie.

- **Adopter une politique énergétique qui aide à diminuer progressivement l'utilisation du bois.** Le Ministère de l'Environnement conjointement avec le Ministère de l'Agriculture devraient encadrer tout paysan ou paysanne qui souhaite mettre sur pied de petites forêts énergétiques aux fins de produire du charbon de bois et les aider à exploiter ces espaces boisés sans nuire à l'environnement. L'état devrait aussi prévoir des alternatives pour les autres secteurs qui utilisent beaucoup de bois, tels que les blanchisseries (dry-cleaning), les boulangeries et les chantiers qui font usage du bois pour le coffrage. En même temps, il devrait proposer des alternatives à l'utilisation du charbon de bois pour la cuisson des aliments afin de diminuer la pression sur les arbres et donner plus de chance aux efforts de reboisement. Dans cette perspective, l'état devrait prendre aussi des dispositions pour augmenter

² Institut National de Formation Professionnelle

progressivement la quantité d'arbres dans le pays, en organisant, chaque année en saison pluvieuse, sous le leadership du Ministère de l'Environnement, une grande campagne de reboisement avec la participation des paysannes, des paysans et d'autres citoyens et citoyennes.

-**Encourager les paysans à utiliser de nouvelles techniques de travail de la terre.** L'état devrait adopter des mesures incitatives, telles que l'octroi de subvention, pour décourager les techniques agricoles érosives et promouvoir des méthodes plus appropriées qui protègent l'environnement.

3. Valoriser l'agriculture. Encourager les jeunes à travailler la terre.

- **Faire de l'agriculture un véritable métier et former des jeunes filles et garçons au travail de la terre.**

En Haïti l'agriculture n'est pas reconnue comme un métier et le travail agricole n'est pas valorisé. L'état devrait reconnaître l'agriculture comme une filière professionnelle et encourager les écoles techniques, publiques ou privées, à former des jeunes filles et garçons pour devenir agriculteurs et ne pas seulement des techniciens agricoles. Dans cette perspective de valorisation, L'Etat pourrait mettre à la disposition des jeunes intéressés, des moyens nécessaires tels que du crédit, des semences, pour investir dans l'agriculture.

- **Intégrer dans les écoles, les médias et les centres culturels des programmes d'éducation sur l'agriculture et l'environnement.** Ces programmes devraient apprendre aux enfants et à la population en général ce que c'est que l'agriculture, comment fonctionne le système agricole national et son importance pour le pays. Ils devraient apprendre aux enfants et aux adultes à aimer la terre, à apprécier l'agriculture et à protéger l'environnement.

- **Valoriser le travail des femmes agricultrices.** Les femmes haïtiennes jouent un grand rôle dans le système agricole du pays, que ce soit au moment de planter, de récolter, de vendre au marché, de préparer les repas, de conserver ou de transformer les produits, etc. Les femmes agricultrices ont besoin de terre pour pouvoir travailler ; elles ont besoin de formation, de crédit pour faire l'acquisition de bêtes de somme pour le transport des récoltes vers les marchés ou pour acheter des stocks à écouler ; elles ont besoin de marchés où elles peuvent vendre en toute dignité, etc. Une politique agricole efficace doit prendre en considération les besoins des femmes agricultrices et ceux des marchandes et marchands.

- **Montrer du respect pour les paysans.** La politique agricole qui sera adoptée doit aussi encourager un comportement plus respectueux pour le paysan, pour son travail et pour sa culture, particulièrement dans l'administration publique, privée et dans les médias. L'état ne devrait tolérer aucune forme de discriminations à l'égard des gens qui vivent et/ou qui viennent du milieu rural.

4. Améliorer les services de base dans le milieu rural, particulièrement les services d'éducation, de santé, d'eau potable et d'énergie.

L'état devrait mettre en place une stratégie qui soulage les paysannes et paysans des grosses dépenses qu'ils/elles doivent entreprendre pour l'éducation des enfants, pour les soins de santé de la famille, pour avoir accès à l'eau potable, etc. C'est la seule condition pour eux/elles de sortir du cercle de pauvreté, de trouver suffisamment des ressources pour réinvestir dans l'agriculture et pour motiver les jeunes à rester dans le milieu rural.

Les Acteurs qui devraient contribuer à cette politique publique en faveur de l'agriculture et de l'élevage.

- **Les paysans et paysannes**, qui travaillent dans plus d'un million d'exploitations agricoles familiales³ à travers le pays, dans les mornes et dans les plaines, ceux qui font l'élevage ou la pêche, constituent les piliers de toute politique agricole à mettre en place dans le pays. Il n'y a pas d'agriculture sans les agriculteurs.
- **les transporteurs de tous genres**: nous voulons parler des chauffeurs de camions, des madansara (ces distributeuses et distributeurs de produits), la plupart sont des femmes qui

³ http://agriculture.gouv.ht/statistiques_agricolesEnquetesexploitations/Dossier-Presentation/Exploitants

risquent leurs vies sur des camions, qui vont à dos d'animaux, ou qui marchent à pied pour faire circuler les produits cultivés à travers tout le pays.

- **les entrepreneurs, petits et moyens**, qui ont pris le risque d'investir pour leur compte ou avec d'autres dans une série d'activités liées à l'agriculture, comme dans l'achat de moulins, de charrues, dans la transformation, dans la commercialisation, etc.
- **les techniciens et techniciennes agricoles**, les institutions publiques et privées, ainsi que quelques ONGs qui, tant bien que mal, sous une forme ou sous une autre, apportent un appui directement aux paysans et à leur travail.
- **Les institutions de l'Etat**, spécialement le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Environnement, le Ministère de l'éducation sans oublier les mairies et les CASEC. Les institutions spécialisées dans les affaires agricoles, dans l'environnement et la nutrition, telles que l'ODVA, le BCA, CNSA, le Service Nutritionnel et la Santé Publique.
- **les institutions qui font de la formation et de la recherche**, comme les écoles Moyennes d'Agriculture, les universités.
- **les jeunes filles et garçons issus du milieu rural, ceux qui ont fait l'école technique agricole, et qui commencent à s'intéresser maintenant à l'agriculture** comme un secteur où ils pourront travailler pour gagner de l'argent et pour préparer leur avenir.
- **les écoles, les églises, et de nombreux mouvements citoyens** qui ont commencé à faire un travail d'éducation de la population dans le domaine de l'environnement et de l'agriculture.
- **Les artisans** qui utilisent les sous-produits agricoles pour créer des objets d'arts qui plaisent à nos yeux ou de l'artisanat utilitaire.
- **Les restaurateurs et tous les groupes qui réalisent de temps des expositions appelées foires** pour mettre en valeur les produits agricoles, la cuisine haïtienne et les produits d'artisanat.
- **Etc.**

CONCLUSION

L'agriculture familiale paysanne est une grande force qui peut mobiliser beaucoup de secteurs. Si le pays rassemble toutes ces forces et toutes ces ressources, il parviendra à sortir l'agriculture nationale du débâcle où il se trouve actuellement. Ainsi Haïti pourrait récupérer au fur et à mesure son droit souverain de nourrir sa population en respectant ses habitudes alimentaires (souveraineté alimentaire).

Toute politique agricole pour Haïti qui fait sens, devrait avoir comme objectif de rendre justice à la paysannerie pour tout ce qu'elle a apporté à la vie du pays, depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, au lieu de la détruire. Toute politique agricole pertinente en Haïti doit reconnaître le paysan et la paysanne comme citoyen/citoyenne à part entière qui mérite respect et qui doit recevoir l'appui de l'Etat.

Pour terminer, nous voulons rappeler que l'agriculture familiale paysanne constitue la base du système agricole du pays. Elle ne peut donc pas disparaître. Ce sont les politiques adoptées par l'Etat qui l'ont mise dans une telle détresse. Il est de la responsabilité de l'Etat de prendre des mesures pour la redresser.

Haïti, le 11 octobre 2017.

Pour authentification du texte :

Vena Jean, TètKole Ti PeyizanAyisyen (TK)

Rosanie Moise, VETERIMED

Fausta Jn Baptiste, ITECA

JnJerome Charles, PADED

Liste des organisations qui ont déjà adhéré au texte :

Oganizasyon kidakò ak deklarasyon sa a	Oganizasyon kidakò ak deklarasyon sa a
Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen	Caritas Port-de-Paix
Altènativ Aksyon Vèt	Cheidad
Kowòdinasyon Rara nan Sid (KORASID) ki gen ladan l plis pase 75 bann rara ki se anmenm tan gwoup konbit nan zon lakay yo	
ITECA	Caritas Gonaïves
VETERIMED	DCCH / Caritas Sud
CONCERT-ACTION	Acape
PADED ansanm ak 31 òganizasyon ki manm platfòm sa a k ap milite nan domèn agwo-ekoloji ak devlopman dirab	ODSHA
IRATAM	Caritas Jérémie
JILAP	GID
POHDH	Caritas Nippes
GRAMIR	Caritas Jacmel
KORAL	PRESTEN
SKDK	EPPMPH
KNFP	PFST
GADRU national	Caritas Port-au-Prince
Gadru Mombin	Caritas Fort-Liberté
Gadru Grosse Roche ak Corosse	Caritas Cap-Haïtien
Gadru Mahotièr (Bassin bleu)	Graal
Aduh	Caritas Hinche

Ce texte est le résumé d'une déclaration plus détaillée qui exige l'adoption en Haïti d'une politique agricole en faveur de l'agriculture familiale paysanne. Il est ouvert à la signature de tout individu, organisation et institution, tant en Haïti qu'à l'étranger, qui se sente solidaire des paysans haïtiens.